



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas portant,
en application de l'article R. 122-17 du Code de l'environnement,
sur la révision du zonage d'assainissement de la commune de
Saint-André-et-Appelles (33)**

n°MRAe : 2017DKNA198

dossier KPP-2017-n°5263

**Le Président de la Mission Régionale d'Autorité environnementale
Nouvelle-Aquitaine**

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R. 122-17, R. 122-8 et suivants ;

Vu le décret du n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des Missions Régionales d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 14 juin 2016 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale portant délégation de compétence aux membres permanents pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 122-18 du Code de l'environnement et R. 104-28 du Code de l'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas déposée par le président de la communauté de communes du Pays Foyen, reçue le 8 août 2017, par laquelle celui-ci demande à la Mission Régionale d'Autorité environnementale s'il est nécessaire de réaliser une évaluation environnementale à l'occasion du projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de Saint-André-et-Appelles ;

Vu l'avis de l'Agence régionale de santé du 5 septembre 2017 ;

Considérant que la commune de Saint-André-et-Appelles, d'une population de 676 habitants en 2010 sur un territoire de 1 020 hectares, est couverte par le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de communes du Pays Foyen, par ailleurs compétente en matière d'assainissement sur l'ensemble de son territoire depuis le 1^{er} janvier 2014 ;

Considérant que le projet de révision désigne les zones desservies par l'assainissement collectif en intégrant les habitations et parcelles déjà desservies et en limitant le zonage aux futures zones ouvertes à l'urbanisation du PLUi ; le reste du territoire relevant de l'assainissement autonome ;

Considérant que les eaux usées collectées de la commune de Saint-André-et-Appelles sont traitées par la station d'épuration de la commune de Pineuilh, d'une capacité nominale de 15 000 équivalents habitants, suffisante pour l'ensemble des secteurs en assainissement collectif ;

Considérant que les secteurs prévus en assainissement non collectif dans la révision alors qu'ils étaient initialement couverts par un zonage d'assainissement collectif feront l'objet de contrôles de conformité des installations individuelles dans le cadre du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) en vue de procéder à leur mise aux normes le cas échéant ;

Considérant la présence sur le territoire communal d'une zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique de type 1 « Frayère du Pont-de-la-Beauze » et du site Natura 2000 « La Dordogne », et que la révision de zonage n'est pas susceptible d'incidence sur ces sites ;

Considérant qu'il ne ressort ni des éléments fournis par le pétitionnaire, ni de l'état des connaissances actuelles, que le projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de Saint-André-et-Appelles, à mener conformément aux attendus du Code de l'environnement, soit susceptible d'avoir des incidences significatives sur la santé humaine et l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide :

Article 1^{er} :

En application de l'article R. 122-18 du Code de l'environnement, le projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de Saint-André-et-Appelles (33) **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-18 du Code de l'environnement ne dispense pas des autres procédures auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la formation Autorité environnementale du CGEDD <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr> .

Fait à Bordeaux, le 5 octobre 2017

Le Membre permanent titulaire
de la MRAe Nouvelle-Aquitaine



Hugues AYPHASSORHO

Voies et délais de recours

1 - décision soumettant à la réalisation d'une évaluation environnementale :

Le recours administratif préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à **Monsieur le Président de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale.**

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun.

2 - décision dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale :

Les décisions dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale étant considérées comme des actes préparatoires ne faisant pas grief, elles ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un recours.

Toutefois, elles pourront être contestées à l'appui d'un recours contentieux dirigé contre la décision d'approbation du plan, schéma ou programme.